

Débat général

79^e session de l'Assemblée générale de l'ONU

Discours de la présidente de la Confédération Viola Amherd

New York, 24 septembre 2024

Monsieur le Président de l'Assemblée générale,
Monsieur le Secrétaire général des Nations
Unies,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Le matin du 3 mars 2002, j'ai déposé dans
l'urne un bulletin de vote sur lequel j'avais
inscrit un « oui » déterminé.

Dès le début de la matinée, des chiffres et des
projections étaient déjà affichés sur les écrans
de télévision.

Ce n'est cependant qu'en soirée que le verdict
est tombé :

Après une longue lutte et une campagne de votation controversée, la Suisse allait adhérer aux Nations Unies.

En effet, ce sont finalement quelques centaines de voix dans le canton du Valais – ma région d'origine – qui ont été décisives.

Le peuple suisse a alors exprimé la volonté de notre pays d'assumer ses responsabilités et de participer de manière solidaire à la politique internationale.

Cela remonte à plus de deux décennies. Aujourd'hui je m'adresse à vous, à quelques jours de la présidence suisse du Conseil de sécurité. Le monde a changé – mais pas nos principes.

À l'instar de nombreux autres pays, la Suisse observe avec inquiétude l'aggravation des tensions à travers le monde et l'émergence de nouveaux conflits.

Nous voyons malheureusement de plus en plus souvent des violations grossières des droits de l'homme et un mépris flagrant des frontières internationalement reconnues.

La force risque de prendre le pas sur le droit et le recours à la force a considérablement augmenté.

Ce n'est qu'ensemble que nous pouvons faire face à cette dynamique que le grand écrivain Charles-Ferdinand Ramuz a si bien décrit il y a un siècle :

« Parce qu'un malheur ne vient jamais qu'un autre ne vienne ; les malheurs se marient entre eux, ils font des enfants. »

Devant nous se dressent de grands défis :

Guerres, catastrophes, dommages que nous infligeons à notre propre planète, ainsi que des risques et opportunités associés au progrès technologique.

L'ONU, en tant que seule organisation universelle, est d'une importance centrale pour traiter ces questions.

Prendre la décision de mieux travailler ensemble, indépendamment du régime politique, des structures économiques et des différences culturelles, est un commencement.

Le monde ne doit pas se diviser en blocs.

Cela implique que nous soyons prêts à négocier avec toutes les grandes régions du monde, sur des principes qui soient dans l'intérêt de tous et respectés par tous.

Le droit international doit toujours en constituer la base.

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

La recherche de la paix prime sur tout, et la Suisse s'y engage.

Par solidarité, fidèle à sa tradition des bons offices, et parce que la résignation et l'inaction ne doivent jamais être une alternative, la Suisse a réuni cet été une centaine d'États et organisations internationales lors de la conférence de haut niveau pour la paix en Ukraine.

Notre objectif était de donner une première impulsion vers une paix juste et durable en Ukraine, fondée sur le droit international et la Charte des Nations Unies. La conférence du Bürgenstock a été un pas important dans cette direction.

Les 94 États signataires du communiqué conjoint de la conférence du Bürgenstock ont réaffirmé leur engagement en faveur des principes de la Charte des Nations Unies.

Nous renouvelons notre invitation à la communauté internationale à ne ménager aucun effort pour soutenir des mesures concrètes et ce communiqué conjoint.

Le droit international est le fondement sur lequel reposent nos efforts communs pour la paix, la sécurité et la prospérité dans le monde.

Les Conventions de Genève, dont nous commémorons le 75^e anniversaire cette année, régissent les bases juridiques de la guerre et, par conséquent, la protection des civils.

Cependant, les chiffres récents de l'ONU dressent un tableau désastreux de la communauté internationale.

Non seulement la population et les infrastructures civiles ne sont pas suffisamment protégées, mais elles font l'objet d'attaques répétées.

Nous observons des violations du droit international humanitaire du Myanmar, à l'Ukraine, du Proche-Orient au Soudan.

Mon pays s'est fortement engagé pour que le Conseil de Sécurité adopte des résolutions de cessez-le-feu à Gaza et au Soudan notamment.

Il est urgent que ces résolutions soient maintenant mises en œuvre et respectées.

De même nous appelons avec insistance à un retour immédiat à la cessation totale des hostilités de part et d'autre de la Ligne bleue.

Le lourd tribut payé par les populations civiles dans ces crises et conflits actuels, conforte la Suisse dans sa volonté de continuer à considérer le droit international humanitaire comme une priorité absolue.

Son respect est au cœur de notre engagement au sein du Conseil de sécurité. La protection de la population civile ne va pas de soi et n'est en aucun cas garantie. Nous devons lui accorder une plus grande importance dans les situations de conflit.

La meilleure condition pour la protection de la population civile reste et demeure la paix. C'est dans cet esprit que mon pays s'investit dans la promotion de la paix civile et militaire.

Bien que certaines missions de paix n'aient pas atteint tous les objectifs fixés, elles contribuent jour après jour à la sécurité des personnes, à la stabilité et à la paix.

Nous devons surmonter les désaccords, lorsqu'il s'agit de décider de nouvelles missions. La paix est trop précieuse pour devenir un terrain de jeu, où s'expriment des intérêts particuliers.

Aux côtés de nombreux partenaires internationaux, la Suisse apporte sa contribution à la promotion de la paix et renforce son engagement, là où cela est possible.

Outre les questions liées aux conflits et à la paix, de nombreux autres défis nous préoccupent.

Nous devons les relever de toute urgence : Depuis quelques années, il apparaît toujours plus évident que la population civile doit être

protégée, non seulement lors de conflits armés, mais aussi face aux catastrophes naturelles.

Le changement climatique et la perte de biodiversité, ont des conséquences existentielles pour un nombre croissant de personnes.

Il est crucial que nous maintenions également notre engagement dans ces domaines, que nous le renforçons et prenions des mesures courageuses pour l'avenir.

De nombreux accords internationaux sur l'environnement ne sont pas appliqués ou le sont de manière insuffisante. Cela conduit à une destruction massive de notre environnement.

Je suis également préoccupée par l'augmentation de la désinformation, qui sape la liberté d'opinion basée sur des faits.

Des acteurs privés et étatiques diffusent des fausses informations dans leur propre pays et

dans d'autres Etats afin d'attiser la polarisation, semer la discorde et déstabiliser des États. La Suisse s'engage résolument en faveur de la liberté d'expression et de la liberté des médias.

La désinformation est un poison. Nous voulons y faire face en distinguant mieux ce qui relève de la liberté d'expression et ce qui relève de la manipulation des faits ; en démasquant les influences illégitimes, en favorisant des débats ouverts et équitables, et en informant de manière transparente et objective en tant que gouvernements et organisations internationales.

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

La Suisse s'engage résolument en faveur d'un multilatéralisme fort et efficace.

J'ai conscience de la nécessité d'un engagement conjoint de tous les États afin de trouver ensemble des solutions.

Mon pays est marqué par des débats démocratiques réguliers à tous les niveaux de l'État - au sein des communes, des régions et de la Confédération.

Il est urgent de rétablir de tels débats, constructifs et pacifiques, entre États afin de relever les défis existentiels.

Avant-hier, nous avons adopté ensemble le Pacte pour l'avenir. Le pacte est un engagement fort en faveur du multilatéralisme. L'une de ses dimensions clés est l'Agenda 2030 pour le développement durable. Il constitue notre feuille de route que nous devons mettre en œuvre ensemble et le plus rapidement possible.

« Il faut que l'idée naisse de la vision, comme l'étincelle du caillou » disait également Ramuz.

Cette citation reste d'actualité. Ayons du courage et gardons confiance !

Nous avons besoin d'un cadre dans lequel nous pouvons travailler ensemble, en partenariat pour trouver des solutions.

C'est justement ce cadre que nous offrent les Nations Unies.

À nous de rendre cette institution plus forte.

Je vous remercie.

Unofficial Translation

Mr President
Secretary-General
Excellencies
Ladies and gentlemen

On the morning of 3 March 2002, I put a card into the ballot box, on which I had written a determined 'yes'. Our TV screens had been filled with various forecasts and figures from the early hours.

But it was only in the evening that the final result came through: after years of struggle and a fiercely contested campaign, Switzerland would join the United Nations.

Ultimately, it was a few hundred votes from the canton of Valais – my home region – that tipped the balance.

On that day, the Swiss people expressed their country's desire to assume responsibility and take part in the world of international politics in a spirit of solidarity.

More than two decades have now passed. I am addressing you today, just a few days before Switzerland assumes the presidency of the Security Council. The world may have changed, but our principles have not.

Like many countries, we are following with concern the escalating tensions and emergence of new conflicts around the world.

Unfortunately, we are witnessing increasing levels of grave human rights violations as well as a growing, blatant disregard for internationally recognised borders. Might risks taking precedence over right, and the threshold for resorting to military force has clearly fallen significantly.

Only together can we counter the dynamic, captured so aptly by the great writer Ferdinand Ramuz a century ago: "Parce qu'un malheur ne vient jamais qu'un autre ne vienne ; les malheurs se marient entre eux, ils font des enfants."

There are major challenges ahead: wars, disasters, the damage we are inflicting on our shared environment, technological advancements and the opportunities and risks they bring.

As the only truly global organisation, the UN has a crucial role to play in tackling these issues.

We can make a start right here, if we choose to work together better – regardless of our governmental and economic structures or our cultural differences.

We must not let our world fragment into blocs. We must show our willingness to negotiate principles with all major regions of the world, principles that are in our mutual interest and respected by all. And this must always be underpinned by international law.

Excellencies
Ladies and gentlemen

The search for peace is paramount, and Switzerland is committed to playing its part.

Based on its tradition of good offices and solidarity, and because resignation and inaction should never be an option, this summer Switzerland brought together around 100 states and international organisations for the Summit on Peace in Ukraine.

Our goal was to provide an initial impetus for a just and lasting peace in Ukraine, based on international law and the United Nations Charter. The conference at the Bürgenstock marked an important step in that direction.

The 94 signatory states of the Bürgenstock Joint Communiqué reaffirmed their commitment to the principles of the United Nations Charter.

We would like to renew our invitation to the international community to spare no effort in supporting concrete measures and this Joint Communiqué.

International law is the basis for our common endeavours for global peace, security and prosperity.

The Geneva Conventions, the 75th anniversary of which we are celebrating this year, govern the legal basis of war as well as the protection of the civilian population.

But the latest UN figures paint the international community in a poor light. Civilians and civilian infrastructure are not only inadequately protected, but in fact come under repeated attack.

We are witnessing violations of international humanitarian law, from Myanmar to Ukraine, from the Middle East to Sudan. My country has been strongly committed to ensuring that the Security Council adopts ceasefire resolutions, particularly for Gaza and Sudan.

It is urgent that these resolutions are now implemented and respected. Likewise, we urgently call for an immediate return to a total cessation of hostilities on both sides of the Blue Line.

The heavy toll paid by civilian populations in these current crises and conflicts strengthens Switzerland's resolve to ensure that international humanitarian law remains an absolute priority. Pushing for greater compliance is at the heart of our work in the Security Council.

Protecting the civilian population in conflicts is neither self-evident nor guaranteed. It must be afforded higher priority in conflict situations.

Peace is and always will be the best way to protect civilian populations. To this end, Switzerland is also committed to civilian and military peacebuilding.

Even if some peace missions have been unable to meet all of their intended objectives, they nevertheless contribute to security, stability and peace in people's everyday lives. When deciding which missions to deploy, we must overcome our disagreements. Peace is too precious a commodity to become a pawn of self-serving interests.

Together with our many international partners, Switzerland is continuing to contribute to peacebuilding as well as expanding its capacities where possible.

War and peace are not the only challenges we face. There are many others that we also need to urgently address:

Civilians not only require protection from armed conflict, but also from natural disasters, as has become increasingly clear in recent years. Climate change and loss of biodiversity are having an existential impact on ever more people.

It is crucial that we also maintain and expand our efforts in these areas, while forging ahead with pioneering developments. Many of the international environmental agreements are either not implemented at all or only inadequately. This is resulting in large-scale environmental destruction.

I am also concerned about the rise in disinformation, which undermines people's ability to form their own opinions based on facts. Private and state actors spread disinformation at home and in other states to fuel polarisation, sow distrust and destabilise states.

Switzerland has and will always be committed to freedom of expression and media freedom.

Disinformation is toxic. We can counteract this by improving our understanding of what constitutes free speech and manipulation of the facts; by exposing illegitimate interference, by fostering open and fair debate, and, in our capacities as governments and international organisations, by providing transparent and factual information.

Excellencies

Ladies and gentlemen

Switzerland has and always will be committed to strong and effective multilateralism.

All states must come together to find lasting solutions.

My country is shaped by regular democratic debate at all levels of government – local, regional and federal. We urgently need to see more of such constructive and peaceful debate if we are to address the existential challenges that face us.

Two days ago, we adopted the Pact for the Future. The pact is a strong commitment to multilateralism. One of the core elements of the pact is the 2030 Agenda for Sustainable Development – our roadmap, which we must implement together as quickly as possible.

"The idea must be born from the vision, like the spark from a flint." That too is a quote from Ramuz – one that has lost none of its relevance. We need courage and confidence. And we need a framework in which we can work together as partners to find solutions. That framework is the United Nations. Let us work together to make it stronger.

Thank you.